

L'allocution du président Obama à l'Assemblée générale des Nations unies

M. Obama appelle à un nouvel esprit de coopération mondiale.

(Début de la transcription)

La Maison-Blanche

Bureau du secrétaire de presse

Le 23 septembre 2009

Allocution du président Barack Obama à l'Assemblée générale de l'ONU

Monsieur le président, Monsieur le Secrétaire général, distingués délégués, Mesdames et Messieurs : c'est pour moi un honneur de m'adresser à vous pour la première fois en qualité de 44^e président des États-Unis. Je me présente devant vous en toute humilité, conscient de la responsabilité que les Américains m'ont donnée et de l'énormité des défis de notre époque. Mais je suis résolu à agir audacieusement et collectivement au nom de la justice et de la prospérité dans mon pays et à l'étranger.

J'ai pris mes fonctions il y a seulement neuf mois, mais il me semble parfois que cela fait plus longtemps. Je suis très conscient de l'espoir qu'a soulevé mon élection dans le monde. Mais il ne s'agit pas de moi. Ces attentes - j'en suis convaincu - proviennent du mécontentement engendré par un statu quo qui nous a permis de nous définir de plus en plus par nos différences et a été dépassé par nos problèmes. Mais elles sont également enracinées dans l'espoir - l'espoir que le réel changement est possible, et que l'Amérique sera une puissance qui engendrera ce changement.

J'ai pris mes fonctions à un moment où de nombreuses personnes, dans le monde entier, avaient commencé à considérer l'Amérique avec scepticisme et méfiance. Cela s'explique en partie par certaines images et informations fausses au sujet de mon pays. Mais cela s'explique également par une opposition à certaines politiques, et par une conviction que sur certains dossiers clés, l'Amérique a agi unilatéralement, sans se préoccuper des

intérêts des autres. Cela a alimenté un réflexe antiaméricain qui, trop souvent, a servi d'excuse à l'inaction collective.

Certes, tout comme vous, ma responsabilité est d'agir dans l'intérêt de mon pays et de mon peuple, et je ne m'excuserai jamais de défendre ces intérêts. Mais je suis profondément convaincu qu'en cette année 2009 - plus que jamais dans l'histoire de l'humanité - les peuples et les nations ont des intérêts communs. Les convictions religieuses que nous chérissons dans nos cœurs peuvent forger de nouveaux liens entre les peuples ou elles peuvent nous amener à nous déchirer. La technologie que nous maîtrisons peut éclairer la voie de la paix ou la plonger à jamais dans l'obscurité. L'énergie que nous utilisons peut soutenir notre planète ou la détruire. L'espoir d'un enfant - où qu'il soit - peut enrichir notre monde ou l'appauvrir.

Si, dans cet hémicycle, nous venons tous d'endroits différents, nous avons un avenir commun. Nous n'avons plus le luxe de nous étendre sur nos différences au détriment du travail que nous devons accomplir ensemble. J'ai porté ce message de Londres à Ankara ; de Port d'Espagne à Moscou ; d'Accra au Caire ; et c'est ce dont je vais parler aujourd'hui, parce que le temps est venu pour le monde de s'orienter vers une nouvelle direction. Nous devons ouvrir une nouvelle ère de coopération fondée sur des intérêts et le respect mutuels, et notre œuvre doit commencer maintenant.

Nous savons que l'avenir sera forgé par des actes et non par des mots. Les discours ne suffiront pas à résoudre nos problèmes - il faudra pour cela une action persistante. À ceux qui doutent du caractère de mon pays et de la cause qu'il défend, je demande d'examiner les actions concrètes que nous avons accomplies en seulement neuf mois.

Le premier jour de ma prise de fonction, j'ai interdit - sans exception ni ambiguïté - le recours à la torture par les États-Unis d'Amérique. J'ai ordonné la fermeture de la prison de Guantanamo Bay, et nous nous sommes attelés à la lourde tâche de la conception d'un cadre de lutte contre l'extrémisme dans les limites de la règle de droit. Chaque nation doit le savoir : l'Amérique agira selon ses valeurs, et elle dirigera par l'exemple.

Nous nous sommes fixé un objectif clair et précis : coopérer avec tous les membres de cette instance afin de perturber, de démanteler et de vaincre Al-Qaïda et ses alliés extrémistes - une nébuleuse qui a tué des millions de gens de toutes confessions dans de nombreux pays, et qui a comploté l'explosion du bâtiment où nous nous trouvons en ce moment. En Afghanistan et au Pakistan, les États-Unis et d'autres pays aident les gouvernements à se doter de la capacité de prendre la direction de cet effort, tout en s'attachant à promouvoir des débouchés et la sécurité pour leurs peuples.

En Irak, nous sommes en train de mettre fin à une guerre de façon responsable. Nous avons retiré des villes irakiennes les brigades américaines de combat et fixé une date butoir, en août prochain, pour le retrait de toutes nos troupes de combat du territoire irakien. Et j'ai clairement signifié que nous aiderions les Irakiens dans cette transition vers l'entière responsabilité de leur avenir, et que nous tiendrions notre promesse de retirer toutes les troupes américaines du pays d'ici à la fin 2011.

J'ai donné les grandes lignes d'un ordre du jour global visant à débarrasser le monde des armes nucléaires. À Moscou, les États-Unis et la Russie ont annoncé qu'ils allaient chercher à effectuer des réductions considérables de leurs ogives stratégiques et de leurs vecteurs. Lors de la Conférence sur le désarmement, nous nous sommes entendus sur un plan relatif à la cessation de la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires. Et cette semaine, ma secrétaire d'État sera la première haute responsable du gouvernement des États-Unis à nous représenter à la conférence annuelle des parties au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Dès mon arrivée à la présidence, j'ai nommé un envoyé spécial pour la paix au Proche-Orient, et l'Amérique a agi avec constance et énergie afin de promouvoir la cause de la coexistence de deux États - Israël et la Palestine - qui permettra à la paix et à la sécurité de prendre racine et aux droits des Israéliens et des Palestiniens d'être respectés.

Afin de parer au changement climatique, nous avons investi 80 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie propre. Nous avons considérablement

amélioré nos normes en matière de consommation de carburants. Nous avons offert de nouvelles incitations à l'économie d'énergie, lancé un partenariat pour l'énergie sur l'ensemble du continent américain et, concernant les négociations sur le climat, nous sommes passés d'un rôle d'observateur à celui de chef de file.

Afin de surmonter la crise économique qui n'épargne aucune région du monde, nous avons coopéré avec les pays membres du G20 pour concevoir une réaction internationale coordonnée sous forme d'un plan de stimulation économique de plus de deux mille milliards de dollars. Nous avons mobilisé des ressources qui ont aidé à empêcher la crise de se propager encore plus vers les pays en développement. Et nous nous sommes associés à d'autres pays pour lancer une initiative de vingt milliards de dollars pour la sécurité alimentaire dans le monde qui permettra de tendre la main à ceux qui en ont le plus besoin, notamment en les aidant à reconstruire leurs propres capacités.

Nous nous sommes également réengagés auprès des Nations unies. Nous avons réglé nos factures. Nous sommes devenus membres du Conseil des droits de l'homme. Nous avons signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Nous avons adopté complètement les Objectifs du millénaire pour le développement. Et nous sommes en train de nous atteler à nos priorités ici, au sein de cette institution - par exemple par le truchement de la réunion du Conseil de sécurité que je présiderai demain au sujet de la non-prolifération et du désarmement, et en nous attaquant aux dossiers que je vais évoquer aujourd'hui.

Voilà ce que nous avons déjà fait, mais ce n'est qu'un début. Certaines de nos mesures ont déjà donné des résultats. Certaines ont posé les fondements de progrès futurs. Toutefois, ne vous y trompez pas : cela ne peut être uniquement l'œuvre des États-Unis. Ceux qui avaient l'habitude de critiquer les États-Unis pour leur action unilatérale dans le monde ne peuvent pas maintenant rester sans rien faire et attendre que les États-Unis résolvent à eux seuls les problèmes du monde. Nous avons cherché, tant en paroles qu'en actes, une nouvelle période d'engagement avec le monde. Il

est temps maintenant que nous tous assumions notre part de responsabilité pour une action mondiale face à des problèmes mondiaux.

Si nous sommes honnêtes avec nous-mêmes, il nous faut admettre que nous ne nous acquittons pas de cette responsabilité. Considérez la voie sur laquelle nous sommes si nous ne nous attaquons pas au statu quo : des extrémistes qui sèment la terreur dans des régions du monde ; de longs conflits qui persistent ; des génocides ; des atrocités de grande ampleur ; un plus grand nombre de pays qui sont dotés d'armes nucléaires ; des calottes glaciaires qui fondent et des populations qui subissent des ravages ; une pauvreté persistante et des pandémies. Je le dis non pas pour inspirer la peur, mais pour énoncer un fait : notre action est encore loin de faire face à l'ampleur de nos problèmes.

Notre organisation a pour fondation la conviction que les pays du monde peuvent résoudre ensemble leurs problèmes. Franklin Roosevelt, qui est mort avant de pouvoir voir sa conception de cette institution se concrétiser, a déclaré : « La structure de la paix mondiale ne peut être l'œuvre d'un seul homme, d'un seul parti ou d'un seul pays (...) On ne peut pas avoir une paix de grands pays, ou de petits pays. Ce doit être une paix qui repose sur la coopération du monde entier. »

La coopération du monde entier. Ces mots sonnent encore plus justes de nos jours, alors que ce n'est pas seulement la paix, mais notre santé et notre prospérité mêmes que nous avons en commun. Nous savons aussi que notre organisation se compose d'États souverains. Il est regrettable, mais non pas surprenant, qu'elle soit souvent devenue un forum où l'on sème la discorde au lieu de trouver un terrain d'entente, un lieu où l'on pratique la politicaillerie et où l'on exploite les griefs au lieu de résoudre les problèmes. Après tout, il est facile de monter sur cette tribune, de montrer du doigt et de renforcer les divisions. Rien n'est plus facile que de jeter le blâme sur d'autres pour nos difficultés et de nous dégager de toute responsabilité pour nos choix et notre action. Tout le monde peut le faire. La responsabilité et l'exercice de l'autorité au XXI^e siècle exigent plus que cela.

À une période où notre destin est commun, le pouvoir n'est plus un jeu à somme nulle. Aucun pays ne peut ni ne doit tenter de dominer un autre. Aucun ordre mondial qui place un pays ou un groupe de pays au-dessus d'un autre ne réussira. Aucun équilibre du pouvoir entre les pays ne tiendra. Les divisions traditionnelles entre les pays du Sud et ceux du Nord n'ont aucun sens dans un monde interconnecté, tout comme les alignements d'États fondés sur les divisions d'une guerre froide résolue depuis longtemps.

Il est temps de prendre conscience du fait que les anciennes habitudes, les anciens arguments n'ont guère de rapport avec les problèmes auxquels se heurtent nos peuples. Ils poussent les pays à agir contrairement aux buts mêmes qu'ils prétendent poursuivre et à voter, souvent au sein de la présente organisation, contrairement aux intérêts de leur population. Ils érigent des barrières entre nous et l'avenir auquel nos peuples aspirent, et il est temps d'abattre ces barrières. Il nous faut former ensemble de nouvelles coalitions qui aplanissent les anciennes divisions, des coalitions de religions et de convictions différentes, du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, de Noirs, de Blancs et de Bruns de peau.

C'est à nous de décider. On pourra se souvenir de nous comme d'une génération qui a choisi de remettre sur le tapis au XXI^e siècle des arguments du XX^e siècle, qui a différé des choix difficiles, qui a refusé de penser à l'avenir, qui a été dépassée par les événements parce que nous nous définissions par ce à quoi nous étions opposés et non ce à quoi nous étions favorables. Ou bien nous pouvons être une génération qui choisit de voir la côte au-delà des eaux agitées, qui s'unit dans l'intérêt de tous les êtres humains et finalement qui donne un sens à la promesse enchâssée dans le nom donné à notre institution : les Nations unies.

C'est là l'avenir que les États-Unis souhaitent, un avenir de paix et de prospérité que nous ne pourrions connaître que si nous reconnaissons que tous les pays ont des droits, mais aussi des obligations. C'est là le compromis qui permet d'obtenir des résultats et qui doit être le principe directeur de la coopération internationale.

Aujourd'hui, je tiens à faire état des quatre piliers qui sont, à mon avis, fondamentaux pour l'avenir que nous souhaitons pour nos enfants : la non-prolifération et le désarmement ; la promotion de la paix et de la sécurité ; la protection de notre planète ; enfin, une économie mondiale qui offre des possibilités à tous.

Tout d'abord, il nous faut mettre fin à la propagation des armes nucléaires et chercher à réaliser l'objectif consistant en un monde dénucléarisé.

Notre institution a été créée au début de l'âge atomique, en partie parce qu'il fallait limiter la capacité de l'homme à tuer. Pendant des décennies, nous avons évité le désastre, même dans l'ombre de l'impasse entre les superpuissances. Aujourd'hui cependant, la menace que constitue la prolifération prend de l'ampleur et devient plus complexe. Si nous n'agissons pas, nous susciterons des courses aux armements nucléaires dans toutes les parties du monde et la possibilité de guerres et d'actes de terrorisme d'une ampleur difficilement imaginable.

Un consensus fragile fait obstacle à cette issue effrayante, et c'est là le compromis à la base du Traité de non-prolifération nucléaire, en vertu duquel tous les pays ont le droit d'avoir recours à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, les pays disposant d'armes nucléaires ont l'obligation de s'orienter vers le désarmement et ceux sans armes nucléaires ont l'obligation de renoncer à en obtenir. Les douze prochains mois pourraient être déterminants pour savoir si l'on renforcera cet accord ou s'il disparaîtra lentement.

Les États-Unis ont l'intention de tenir leurs engagements. Nous chercherons à conclure un nouvel accord avec la Russie en vue de réduire considérablement le nombre de nos ogives nucléaires et de nos vecteurs stratégiques. Nous agissons pour ratifier le Traité sur l'interdiction des essais nucléaires et œuvrerons de concert avec d'autres pays pour que ce traité entre en vigueur et que les essais nucléaires soient ainsi interdits de façon permanente. Nous achèverons un examen du dispositif nucléaire susceptible de permettre des réductions plus importantes et de diminuer le rôle des armes nucléaires. Enfin, nous inviterons les pays à entamer en janvier des

négociations en vue de l'élaboration d'un traité visant à mettre fin à la production de matières fissiles à des fins militaires.

Je convoquerai aussi en avril prochain une réunion au sommet qui réaffirmera l'obligation de tous les pays de sécuriser les matières nucléaires dans leur territoire et d'aider ceux qui ne peuvent pas le faire, car nous ne devons jamais laisser un seul engin nucléaire tomber entre les mains d'un extrémiste violent. Nous nous emploierons aussi à renforcer les institutions et les mesures destinées à lutter contre la contrebande de matières nucléaires et contre leur vol.

Tout cela doit appuyer les efforts visant à renforcer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les pays qui refusent de s'acquitter de leurs obligations doivent en subir les conséquences. Je tiens à dire clairement qu'il ne s'agit pas de désigner nommément des pays particuliers ; il s'agit de défendre les droits de tous les pays qui s'acquittent de leurs obligations. En effet, un monde où l'on évite les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique et où l'on ne tient pas compte des exigences de l'ONU amoindrira la sécurité de tous les peuples et de tous les États.

Du fait de leur action jusqu'à présent, les gouvernements nord-coréen et iranien menacent de nous faire descendre sur cette pente dangereuse. Nous respectons leurs droits en qualité de membres de la communauté des nations. Je l'ai déjà dit et je le répète : je suis en faveur d'une diplomatie qui ouvre la voie à une prospérité accrue et à une paix plus sûre pour ces deux pays s'ils s'acquittent de leurs obligations.

Toutefois, si les gouvernements iranien et nord-coréen décident de ne pas tenir compte des normes internationales, s'ils cherchent à obtenir des armes nucléaires plutôt qu'à encourager la stabilité régionale, la sécurité de leur population et ses possibilités économiques, s'ils sont oublieux des dangers de l'intensification de la course aux armements nucléaires tant en Asie de l'Est qu'au Moyen-Orient, alors ils devront être tenus pour responsables. Le monde doit s'unir pour montrer que le droit international ne constitue pas

une promesse creuse et que l'on appliquera les traités pertinents. Nous devons insister pour que la peur ne règne pas à l'avenir.

Ce qui m'amène au deuxième pilier de notre avenir : la poursuite de la paix.

L'Organisation des Nations unies est issue de l'idée selon laquelle tous les habitants du monde peuvent vivre leur vie, élever des enfants et régler leurs différends à l'amiable. Et pourtant nous savons que dans un trop grand nombre de pays cet idéal reste une idée abstraite, un rêve lointain. Nous pouvons soit accepter cette issue comme inévitable et tolérer des conflits constants et paralysants, soit reconnaître que l'aspiration à la paix est universelle et réaffirmer notre détermination à mettre fin aux conflits dans le monde entier.

Mais nos travaux de promotion de la paix ne sauraient se limiter à la défaite des extrémistes violents. Car l'arme la plus puissante de notre arsenal est l'espoir pour l'humanité - la conviction que l'avenir appartient à ceux qui le bâtissent et non le détruisent ; la confiance dans le fait que les conflits prennent fin et qu'un jour nouveau se lève.

C'est ce qui renforce notre volonté d'appuyer des missions efficaces de maintien de la paix et nous fait redoubler d'efforts pour prévenir les conflits avant qu'ils ne prennent racine. Nous continuerons à œuvrer en faveur d'une paix durable au Soudan en soutenant le peuple du Darfour et l'application de l'Accord de paix global, afin que nous puissions assurer au peuple soudanais le règne de paix qu'il mérite. Et dans tous les pays ravagés par la violence - que ce soit Haïti, le Congo ou le Timor oriental - nous collaborerons avec les Nations unies et avec nos autres partenaires pour favoriser une paix durable.

Je continuerai également à œuvrer pour parvenir à une paix juste et durable entre Israël et la Palestine et tout le monde arabe. J'ai eu, hier, une réunion productive avec le premier ministre (israélien), M. Netanyahu, et avec le président (de l'Autorité palestinienne), M. Abbas. Nous avons accompli quelques progrès. Les Palestiniens ont redoublé d'efforts au niveau de la sécurité. Les Israéliens ont amélioré la liberté de circulation des Palestiniens. Ces mesures positives des deux côtés ont suscité un début de croissance dans l'économie de la Cisjordanie. Mais il faut faire davantage. Nous

continuerons à inviter les Palestiniens à cesser toute incitation contre Israël, et nous continuerons à souligner que les États-Unis n'acceptent pas la légitimité des implantations israéliennes qui se poursuivent.

L'heure est venue de relancer des négociations - sans conditions préalables - pour régler les questions afférentes au statut permanent dans la région, à savoir, la sécurité pour les Israéliens et les Palestiniens, les frontières, les réfugiés et Jérusalem. L'objectif est clair : deux États cohabitant dans la paix et la sécurité - l'État juif d'Israël, dans lequel les Israéliens vivront dans une sécurité véritable ; et un État palestinien viable, indépendant, au territoire contigu qui mettra fin à l'occupation qui a commencé en 1967, et donnera au peuple palestinien la possibilité de réaliser sa juste mesure. Tout en œuvrant en faveur de ce but, nous chercherons aussi à favoriser la paix entre Israël et le Liban, Israël et la Syrie, tout comme une paix générale entre Israël et ses nombreux voisins. À cette fin, nous mettrons au point des initiatives régionales qui incluront une participation multilatérale en plus des négociations bilatérales.

Je ne suis pas naïf. Je sais que cela sera difficile. Mais nous devons tous décider si nous désirons sérieusement la paix ou si nous voulons seulement en parler. Pour briser l'ancien modèle - pour briser le cycle de l'insécurité et du désespoir - nous devons tous déclarer en public ce que nous admettons en privé. Les États-Unis ne font aucun bien à Israël quand, en affirmant notre engagement inébranlable à sa sécurité, nous n'insistons pas aussi sur le fait qu'Israël doit respecter les revendications légitimes et les droits des Palestiniens. Et les États membres de cette organisation ne font aucun bien aux Palestiniens quand ils préfèrent les attaques au vitriol à une volonté constructive de reconnaître la légitimité d'Israël et son droit d'exister dans la paix et la sécurité.

Nous ne devons jamais oublier que ce n'est pas à nous que coûte surtout ce conflit. C'est à cette petite Israélienne de Sderot qui va au lit en craignant qu'une roquette ne lui coûte la vie au cours de la nuit. C'est ce petit Palestinien de Gaza qui n'a ni eau potable ni pays à son nom. Ils sont tous les enfants de Dieu. Et au-delà de la politique et des grandes prises de position, il s'agit surtout du droit de chaque être humain de vivre dans la

dignité et la sécurité. C'est cela la leçon que nous apprennent les trois grandes religions pour qui cette petite étendue de notre planète s'appelle Terre Sainte. Et c'est pourquoi - malgré les revers, les faux départs et les jours difficiles qui nous attendent sur ce chemin - je ne vacillerai jamais dans ma décision d'œuvrer en faveur de la paix.

Troisièmement, nous devons reconnaître le fait qu'en ce XXI^e siècle, la paix ne régnera que si nous acceptons la responsabilité qui nous incombe de préserver notre planète. À cet égard, je remercie le Secrétaire général d'avoir accueilli hier la séance sur les changements climatiques.

Le danger que posent les changements climatiques ne saurait être nié, ni notre responsabilité d'y faire face, reportée. Si nous restons sur la voie dans laquelle nous sommes actuellement engagés, chaque membre de cette assemblée sera témoin de changements irréversibles à l'intérieur de ses frontières. Nos efforts pour mettre fin aux conflits seront éclipsés par des guerres provoquées par les flots de réfugiés et des ressources de plus en plus maigres. Le développement sera ruiné par la sécheresse et la famine. Des terres que l'homme a habitées pendant des millénaires disparaîtront. Les générations futures se tourneront vers le passé et se demanderont pourquoi nous avons refusé d'agir ; pourquoi nous avons manqué à notre devoir de leur transmettre un environnement digne de notre héritage.

C'est pour cette raison que l'époque est révolue où les États-Unis se montraient réticents sur ce dossier. Nous continuerons à faire les investissements qui nous permettront de transformer la fondation économique de notre secteur énergétique, en fournissant des mesures d'incitation qui favoriseront la production d'énergie propre parce que celle-ci deviendra alors rentable. Nous continuerons à faire pression au niveau des réductions des émissions de gaz à effet de serre pour parvenir aux objectifs que nous avons établis pour 2020, et ensuite à ceux de 2050. Nous continuerons aussi à promouvoir les énergies renouvelables et l'utilisation efficace de toutes les ressources, de même qu'à partager nos nouvelles technologies avec les autres pays. Et nous saisirons toutes les occasions qui se présenteront pour accomplir des progrès dans la lutte contre ce danger qui nous menace tous en collaborant avec le reste du monde.

Les pays riches qui ont causé tant de dégâts à l'environnement au cours du XXe siècle doivent accepter la responsabilité qui nous incombe de jouer un rôle primordial pour y remédier. Mais celle-ci ne s'arrête pas là. Bien que les réponses à ce problème soient différentes pour chacun de nous, toutes les initiatives visant à réduire les émissions de carbone doivent inclure la participation des pays qui en produisent des quantités de plus en plus accrues ; et ces pays-là devront adopter des mesures pour atténuer la pollution de l'air sans pour autant entraver la croissance de leur économie. Et toutes les initiatives pour contrer le réchauffement de la planète qui ne tiendront pas compte de la nécessité d'aider les pays les plus pauvres à s'adapter aux problèmes que les changements climatiques leur ont déjà infligés - et de les aider aussi à avancer sur la voie du développement propre - ne porteront pas fruit.

Il est difficile de changer quelque chose d'aussi fondamental que notre façon d'utiliser l'énergie. Et c'est encore plus difficile quand nous nous trouvons au milieu d'une récession mondiale. Il est certainement tentant de ne rien faire et d'attendre que les autres fassent le premier pas. Mais nous ne parviendrons à destination que si nous avançons tous ensemble. Alors que nous nous rapprochons de (la conférence de) Copenhague, prenons la résolution de nous concentrer sur ce que chacun de nous peut faire pour le bien de notre avenir commun.

Ceci m'amène au dernier pilier qui devra fortifier notre avenir : une économie mondiale offrant des possibilités à tous les êtres humains.

Le monde se remet encore de la pire crise économique qui l'ait frappé depuis la grande dépression des années 1930. Aux États-Unis, nous voyons les rouages de la croissance se remettre en marche, mais beaucoup de gens n'arrivent toujours pas à trouver un emploi ou à payer leurs factures. On observe de par le monde des signes prometteurs, mais peu de certitudes sur ce qui nous attend. Et bien trop de personnes dans beaucoup trop d'endroits du globe traversent les crises quotidiennes de notre humanité commune : le désespoir d'un ventre vide, la soif due à la raréfaction de l'eau potable, l'injustice d'un enfant qui se meurt d'une maladie pourtant traitable ou d'une mère qui succombe au moment d'accoucher.

À Pittsburgh, les plus grandes économies du monde se concerteront pour dresser un plan de croissance à la fois équilibrée et soutenue. Il faudra de la vigilance, afin de ne pas nous relâcher tant que nos citoyens chercheront encore du travail. Il faudra prendre des mesures pour revigorer la demande de manière à ce que la relance mondiale soit durable. Il faudra enfin appliquer de nouvelles règles de conduite et une réglementation renforcée à tous les centres financiers, afin de mettre fin à la cupidité, aux excès et aux abus qui nous ont conduits à la catastrophe et d'empêcher que pareille crise jamais se renouvelle.

À l'époque d'une telle interdépendance, nous avons intérêt, sur le plan tant moral que pragmatique, à nous attaquer aux questions plus générales de développement. Aussi poursuivrons-nous notre effort historique visant à aider les populations à se nourrir. Nous avons mis de côté 63 milliards de dollars pour continuer la lutte contre le sida, pour réduire la mortalité due à la tuberculose et au paludisme, pour éradiquer la polio et pour renforcer les dispositifs de santé publique. Nous nous joignons à d'autres pays pour envoyer des vaccins contre le H1N1 à l'Organisation mondiale de la santé. Nous allons intégrer d'autres économies dans un système commercial mondial. Nous soutiendrons les Objectifs de développement du Millénaire et aborderons le sommet de l'année prochaine armés d'un plan mondial pour qu'ils se réalisent. Enfin, nous chercherons à éliminer la pauvreté extrême à notre époque.

Le temps est venu, pour nous tous, de jouer le rôle qui nous revient. La croissance ne sera ni soutenue ni générale que si toutes les nations assument leurs responsabilités. Cela signifie que les pays riches devront ouvrir leurs marchés à davantage de biens et tendre la main à ceux qui ont moins, tout en réformant les institutions internationales de manière à accorder une voix plus importante à davantage de pays. Les pays en développement, pour leur part, devront éradiquer la corruption qui est un obstacle au progrès, car les possibilités de progrès ne peuvent s'épanouir là où les individus sont opprimés et où les entreprises doivent verser des pots-de-vin. C'est pour cela que nous soutenons les États dotés de policiers honnêtes et de juges indépendants, d'une société civile et d'un secteur privé

dynamique. Notre but est simple : une économie mondiale où la croissance est soutenue et où il existe des possibilités pour tous.

Certes, les changements dont j'ai parlé aujourd'hui ne seront pas faciles à accomplir. Et ils ne s'opéreront pas par le seul rassemblement de dirigeants comme nous dans des forums tels que celui-ci, aussi utiles puissent-ils être. En fait, comme c'est le cas de toute assemblée, le vrai changement ne peut se réaliser que par les peuples que nous représentons. C'est pourquoi il nous revient d'accomplir la tâche difficile de préparer les fondements du progrès dans chacune de nos capitales. C'est là que nous bâtirons le consensus qui mettra fin aux conflits et qui appliquera la technologie à des fins pacifiques, qui changera notre manière de consommer l'énergie et qui favorisera une croissance durable et partagée.

Je suis convaincu que tel est l'avenir que veulent les peuples du monde pour leurs enfants. C'est pourquoi nous devons défendre les principes qui garantissent qu'un gouvernement reflète la volonté du peuple. Ces principes ne sauraient s'instaurer après-coup : la démocratie et les droits de l'homme sont essentiels à la réalisation de chacun des objectifs que j'ai énoncés aujourd'hui, car un gouvernement appartenant au peuple et émanant du peuple a plus de chances d'agir dans l'intérêt général de la population que dans l'intérêt étroit des personnes au pouvoir.

Nos qualités de dirigeant ne se jugeront pas à la mesure dans laquelle nous aurons attisé les peurs et les vieilles haines de nos peuples. La qualité de notre direction ne se mesurera pas selon notre pouvoir d'étouffer la contestation ou d'intimider ou harceler nos adversaires politiques chez nous. Les peuples du monde réclament un changement. Ils ne toléreront pas les gens qui se rangeront du mauvais côté de l'histoire.

La Charte de cette Assemblée nous engage, chacun de nous, et je cite, « à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ». Au nombre de ces droits figurent celui de s'exprimer librement et de pratiquer la religion de son choix ; la promesse de l'égalité entre les races et la possibilité, pour les femmes et les filles,

d'atteindre toutes leurs potentialités ; la capacité des citoyens d'avoir voix au chapitre en ce qui concerne la manière dont ils sont gouvernés et d'avoir confiance en l'administration de la justice. Car de même qu'aucune nation ne doit être obligée d'accepter la tyrannie d'une autre, aucun individu ne doit être obligé d'accepter la tyrannie de son propre peuple.

En tant qu'Afro-Américain, je n'oublierai jamais que je ne serais pas ici aujourd'hui si ce n'était la poursuite inlassable d'une union plus parfaite dans mon pays. Ce fait me raffermi dans ma conviction que, si sombre que l'heure puisse paraître, il est possible d'opérer des transformations pour peu que l'on décide de se placer du côté de la justice. Et je promets que l'Amérique se rangera du côté de tous ceux qui militeront pour leur dignité et pour leurs droits, de l'étudiant qui désire apprendre, de l'électeur qui veut se faire entendre, de l'innocent qui aspire à la liberté, de l'opprimé qui aspire à l'égalité.

La démocratie ne saurait s'imposer de l'extérieur à un pays quelconque. Chaque société doit chercher sa voie, et aucune voie n'est parfaite. Chaque pays doit s'engager dans une direction qui est ancrée dans la culture de sa population et dans ses traditions. Je reconnais que l'Amérique a trop souvent été sélective dans sa promotion de la démocratie. Mais cela ne diminue en rien notre engagement ; cela ne fait que le renforcer. Il y a certains principes de base qui sont universels, certaines vérités qui sont évidentes en elles-mêmes, et les États-Unis d'Amérique ne relâcheront jamais leurs efforts en vue de défendre le droit de tous les peuples, où qu'ils soient, de déterminer leur destin.

Il y a soixante-cinq ans, un Franklin Roosevelt usé s'adressa aux Américains à l'occasion de son quatrième et dernier discours d'investiture. Après des années de guerre, il s'efforça de résumer les leçons que l'on pouvait tirer des souffrances terribles, des sacrifices énormes qui avaient été consentis. « Nous avons appris, a-t-il dit, à être des citoyens du monde, des membres de la communauté humaine. »

Les Nations unies sont la création d'hommes et de femmes comme Roosevelt, venus des quatre coins du monde, d'Afrique, d'Asie, d'Europe et

d'Amérique. Ces architectes de la coopération internationale étaient animés d'un idéalisme qui n'avait absolument rien de naïf mais qui provenait des leçons durement apprises de la guerre et de la sage considération que les nations pouvaient faire avancer leurs intérêts en agissant ensemble plutôt que divisées.

C'est sur nous, à présent, que cette responsabilité retombe, car cette institution sera ce que nous en aurons fait. L'Organisation des Nations unies fait un bien extraordinaire dans le monde entier, en nourrissant les affamés, en soignant les malades, en réparant des lieux démolis. Mais elle a aussi du mal à faire appliquer sa volonté et à se montrer digne de ses idéaux fondateurs.

Je suis d'avis que ces imperfections ne sont pas une raison de délaisser cette institution ; au contraire, elles doivent nous motiver à redoubler d'efforts. Les Nations unies peuvent être, soit un lieu de mesquines querelles sur des griefs surannés, soit un terrain d'entente ; un lieu où nous insistons sur ce qui nous divise, ou sur ce qui nous rassemble ; un lieu où on cède devant la tyrannie, ou une source d'autorité morale. En bref, l'ONU peut être une institution déconnectée de tout ce qui compte dans la vie des peuples, ou elle peut être un facteur indispensable de promotion des intérêts des populations que nous servons.

Nous sommes arrivés à un moment déterminant. Les États-Unis restent prêts à entamer un nouveau chapitre de coopération internationale, qui reconnaît les droits et les responsabilités de toutes les nations. C'est pourquoi, confiants dans la justesse de notre cause, et résolus à défendre nos valeurs, nous invitons tous les pays du monde à se joindre à nous afin de construire l'avenir que notre monde mérite tant.

(Fin de la transcription)